

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Migrations (UE) > **Migrations : le nouveau drame de Melilla - le Maroc, l'Espagne et la (...)**

Migrations : le nouveau drame de Melilla - le Maroc, l'Espagne et la politique qui a conduit à des tragédies répétées

mercredi 6 juillet 2022, par [DAUMAS Lucile](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2022).

24 juin 2024. Nouveau drame à la frontière. Des centaines de corps, morts, blessés, détenus, noirs tous, entassés sur le goudron, pendant des heures en plein soleil, comme des sacs de ciment. Sous la surveillance de policiers marocains qui de temps en temps frappent l'un ou l'autre des corps, comme s'ils voulaient seulement s'assurer s'ils étaient encore morts ou vivants. [1].

Voilà les images terribles, insoutenables qui ont circulé sur le web après la tragédie qu'a connue la frontière Nador/Melilla, hérissée de grilles, de barbelés et de caméras de surveillances, ce 24 juin dernier, à peine 3 mois après la réactivation des relations diplomatiques entre l'Espagne et le Maroc.

2000 migrants environ ont essayé de forcer le passage de la frontière, pensant que leur grand nombre leur permettrait d'y parvenir. En fait à peine plus d'une centaine sont arrivés à entrer dans Melilla, cette enclave espagnole en terre africaine. Les autres sont restés du côté marocain, de 23 à 37, selon les sources, ont trouvé la mort dans l'opération et nombreux sont ceux qui ont été blessés et/ou détenus. 65 d'entre eux ont été présentés devant le tribunal.

L'ONU, l'Union africaine et de nombreuses associations marocaines et internationales ont demandé que soit constituée une commission d'enquête indépendante pour faire la lumière sur ce qui s'est passé. 10 jours après le massacre, celle-ci n'est toujours pas constituée. Seul le CNDH, Conseil national des droits de l'homme (Maroc), connu depuis le soulèvement de Sidi Ifni en 2008, pour ses commissions d'enquêtes visant à étouffer les problèmes, a mandaté sur place une mission d'information.

Pour essayer de comprendre comment on a pu arriver à ce nouveau scandale de la politique migratoire aux frontières de l'Europe, jetons un coup d'œil dans le rétroviseur.

Avril 2021. Madrid accepte l'hospitalisation sur son territoire du leader indépendantiste sahraoui Brahim Ghali, porteur d'une forme grave de COVID. Cette décision humanitaire provoque une forte réaction de la diplomatie marocaine.

En représailles, au mois de mai, le Maroc laisse passer des milliers de migrants, marocains pour la plupart, vers l'enclave espagnole de Ceuta, au Nord du Maroc.

Tension maximale entre les deux pays

Les frontières terrestres et maritimes entre les deux pays, fermées aux passagers en mars 2020 pour cause de Covid, le resteront tout au long de l'année 2021 pour des raisons politiques, même lorsque

les deux pays rouvrent leurs frontières aux passagers et touristes du monde entier.

Le 14 mars 2022, le premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, écrit une lettre au roi du Maroc, soutenant le plan marocain d'autonomie pour l'ancien protectorat sahraoui, opérant par là un tournant très marqué dans la position de l'Espagne, jusqu'alors en conformité avec la position de l'ONU et le principe d'autodétermination des peuples. Ce revirement, adopté sans accord préalable du gouvernement ni du parlement espagnols, a provoqué beaucoup de remous au sein de la coalition gouvernementale. Et le jeudi 7 avril, alors que Pedro Sánchez s'envolait pour Rabat pour sceller ce nouveau tournant des relations bilatérales, les députés votaient, par 168 voix pour, 118 contre et l'abstention de l'extrême droite de Vox, une motion de soutien aux résolutions de l'ONU, sans mentionner le plan d'autonomie. Elle a été considérée comme un désaveu du chef du gouvernement.

Après l'envoi de cette lettre, les relations hispano-marocaines se sont resserrées et chaque partie a caressé l'autre dans le sens du poil, en fonction des obsessions de chacun : la question du Sahara pour le Maroc, et la contention des flux migratoires pour l'Espagne.

Immédiatement, les forces répressives marocaines ont lancé des rafles dans tout le pays, parfois comme à Laâyoune, de façon très violente et traumatisante, à la recherche de migrants *illégaux* afin de les déporter dans les coins les plus reculés du Maroc, loin des *routes* d'accès à l'Europe (dernièrement, c'est la route vers les Canaries, si difficile et dangereuse, qui a repris de l'importance). Les Marocains ont pu constater que les rues des grandes villes s'étaient en partie vidées de leur population subsaharienne, qui reste cachée dans les maisons. Ce qui ne va pas, évidemment, sans poser d'innombrables problèmes pour la vie quotidienne, impossibilité de continuer à travailler, que ce soit dans le secteur formel ou informel, difficultés d'approvisionnement, entassement dans des appartements trop petits, etc [2].

C'est là qu'il faut rechercher l'explication de cette tentative désespérée de passer à tout prix la frontière, en explorant une nouvelle méthode : profiter de l'effet de nombre pour forcer les tourniquets et les barrières qui ferment le passage frontalier, stratégie qui s'est révélée funeste car il s'est alors formé un goulot d'étranglement et les gens se sont écrasés les uns sur les autres.

Non, Monsieur Sánchez, il ne s'agissait pas "d'un assaut violent et organisé par les mafias internationales". Certes celles-ci existent, comme dans toutes les zones de non-droit, mais ce n'est pas là leur modus operandi. Le responsable de cet assaut -et de la forme qu'il a pris - c'est le désespoir de jeunes qui sont sortis de leurs pays pour fuir les guerres, les violences, l'absence de perspectives, et qui se retrouvent enfermés au Maroc, sans possibilité de continuer leur route ou de faire machine arrière. Et cette situation est la résultante des politiques européennes en matière de migration, totalement hystériques, irrationnelles et inhumaines.

Après la boucherie qui s'est déroulée à la frontière de Melilla, Pedro Sánchez n'a rien trouvé de mieux que de féliciter le gouvernement marocain pour son intervention et sa gestion de la crise. Qui sont donc ces hommes politiques ? Se sont-ils à ce point éloignés des populations qu'ils ne les voient même plus ? Pourquoi dire n'importe quoi, comme cette histoire de mafias, quand ils sont à court d'arguments ? Nous prennent-ils pour des imbéciles prêts à tout avaler ?

Rappelons-nous. Quand les réfugiés syriens ont essayé d'entrer en Europe, fuyant les bombes et la répression, on leur a fermé les frontières et les pays européens se sont mis d'accord pour se repartir quelques poignées de réfugiés. A part l'Allemagne et la Suède qui ont ouvert assez largement leurs portes, les autres pays les ont accueillis au compte-gouttes. Ils ne pouvaient pas en accueillir davantage, disaient-ils. Maintenant qu'une guerre dévaste l'Ukraine, on accueille des milliers de réfugiés de ce pays, sans que cela ne mette pour autant nos pays à genoux ni que cela affecte outre mesure notre vie quotidienne. Mais on continue à voir dans les rues européennes des familles

syriennes en train de mendier parce que l'on n'a rien fait pour les accueillir dignement, et les camps de réfugiés mis en place sur les côtes et les frontières de la Grèce, sont toujours ouverts, surpeuplés de Syriens et d'Afghans. Depuis quand le droit d'asile est-il à géométrie variable ?

Jusqu'à quand serons-nous obligés d'écouter des mensonges, basés sur l'axiome que les migrants constituent un danger. Jusqu'à quand allons-nous accepter que nous, ceux du Nord, bénéficions d'une liberté de circulation pratiquement totale à travers toute la planète, alors que ceux qui sont nés au Sud n'ont le droit de venir chez nous que s'ils nous sont utiles, voire indispensables ?

L'ONU, l'UA, les ONG appellent à la constitution d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur ce qui s'est passé à Melilla. C'est important. Mais il est encore plus important de cesser ce massacre à nos frontières. Il est grand temps de réenvisager la question migratoire et de reformuler les politiques de circulation des travailleurs et des personnes à travers le monde sur la base d'une approche non biaisée et non idéologisée de la question.

6 juillet 2022

Lucile Daumas

P.-S.

• Article écrit pour Viento Sur - Version du 30 juin 2022 :

<https://vientosur.info/la-masacre-de-melilla/>

• Lucile Daumas est une militante des droits de l'homme et membre du Conseil consultatif de South Wind.

Notes

[1] Version traduite par l'auteure et actualisée d'un article mis en ligne sur ESSF le 30 juin dernier.

[2] Signalons qu'au moment où j'écris cet article, les rafles et les déportations n'ont toujours pas cessé.